

L'OBTENTION D'UN CONTRAT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je suis enchanté de l'apprendre mais ce n'est pas la réponse à ma question. Ma question est toute simple. Le premier ministre trouve-t-il convenable qu'un proche parent d'un ministre obtienne un contrat du gouvernement sans qu'il y ait eu d'appel d'offres?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, lorsqu'un citoyen canadien fait une soumission au gouvernement ou...

Des voix: Il n'y a pas eu d'appel d'offres.

M. Mulroney: ... que certains services sont offerts au gouvernement du Canada...

Mme Copps: C'est une situation délicate, mais il n'y a pas eu d'appel d'offres.

M. Mulroney: ... ce sont les fonctionnaires qui décident en se basant sur des critères objectifs. Vous vous demandez peut-être si de proches parents d'un député, quel qu'il soit, peuvent être associés d'une façon ou d'une autre avec le gouvernement; il en sera question dans les directives. Je crois toutefois que mon honorable collègue, qui pose une question susceptible de ternir involontairement la réputation d'une agence...

M. Deans: Je veux une réponse.

M. Mulroney: ... devrait admettre que cette opération a permis aux contribuables d'économiser un demi-million de dollars...

M. le Président: A l'ordre. Il faut être juste.

M. Mulroney: ... Je crois que les contribuables canadiens sont enchantés.

M. Deans: Nous ne sommes plus dupes de vos beaux discours. Pourquoi ne répondez-vous pas à la question? Avez-vous peur de la réponse?

M. le Président: A l'ordre.

LE PERSONNEL DU PREMIER MINISTRE

M. John Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Peut-il nous dire si des parents de membres de son personnel ont obtenu des contrats du gouvernement sans appel d'offres.

● (1450)

L'hon. Harvie Andre (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur le Président, certains députés du parti libéral qui n'étaient pas ici avant le 4 septembre ignorent peut-être que le ministère des Approvisionnement et Services se charge de tous les achats de biens et services pour le gouvernement. Nous signons environ 350,000 contrats par an. Ceux dont le montant dépasse un million de dollars me sont soumis. Des fonctionnaires s'occupent des autres contrats. Il faudrait donc que je demande aux fonctionnaires de mon ministère

Questions orales

d'éplucher la liste des 350,000 contrats pour savoir si une des compagnies signataires avait parmi ses employés des membres de la famille d'une personne travaillant pour quelqu'un siégeant dans cette Chambre. Le député se rend sûrement compte qu'il nous faudrait plusieurs années pour pouvoir lui répondre.

LA SOCIÉTÉ BIOLINK MANAGEMENT LTD.

M. John Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, je devrais sans doute être plus précis. Par ailleurs, j'apprécierais énormément que le premier ministre réponde lui-même, car les Canadiens souhaiteraient l'entendre. Au lieu des quelques années dont vient de parler le ministre, il lui suffira de quelques instants pour répondre. Le premier ministre peut-il confirmer que la société Biolink Management Ltd. a reçu du gouvernement un contrat de \$220,000 sans appel d'offres, que le président de cette compagnie est un ancien adjoint du ministre de la Justice et que son conjoint travaille au bureau du premier ministre? Le premier ministre voit-il dans cette situation un conflit d'intérêts?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): J'ai déjà entendu parler de culpabilité par association, monsieur le Président, mais je trouve que le député force un peu la dose. Je peux vous dire ce que je sais, et la réalité est peut-être un peu moins abominable que ne le laisse entendre la façon dont la question est formulée. En fait, un homme très honorable et estimable qui est bien connu à Ottawa et qui porte le nom de Chester Burt a rendu des services remarquables à beaucoup de gens, notamment au député de Saint-Maurice à l'époque où il était candidat à la direction du parti libéral. Cet homme a travaillé pour lui. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons retenu ses services, ses références étant excellentes. Apparemment, il s'est associé avec un autre Canadien éminent que tout le monde tient en grande estime, l'ancien adjoint principal du député de Windsor-Ouest. Ils ont créé une compagnie et ont présenté une offre de service au gouvernement que nous avons acceptée, et je suis convaincu que les contribuables canadiens y trouveront leur compte.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

LE PROJET RELATIF AU DÉPOTOIR DE DÉCHETS NUCLÉAIRES—
LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la ministre de l'Environnement au sujet du dépotoir de déchets nucléaires que le gouvernement américain considère localiser à Holland Pond, au Vermont, à la frontière canadienne et avoisinant les Cantons de l'Est.